



Aujourd'hui, demain, pas de trêve pour nos revendications

Paris, le 18 juillet 2023

## Salaires ? Nous interpellons les ministres !

Le 5 juillet, la DG a ouvert la séance de négociation en annonçant aux organisations syndicales qu'elle n'avait **rien à négocier à ce stade**, étant en attente des arbitrages des ministères. Elle précise que les discussions avec ceux-ci portent particulièrement sur les effets reports d'une augmentation générale des salaires, donc les effets sur le budget 2024.

Pour 2023, il est à craindre une proposition de revalorisation **tardive et insuffisante** !

Un comble alors que le gouvernement insiste auprès des employeurs et branches professionnelles sur la nécessité de négocier des mesures salariales significatives tenant compte de l'inflation. « *Le travail doit payer* » répète E.MACRON...

Qui pourrait se satisfaire d'une telle situation ? **Pas FO**, qui a **proposé d'interpeller les ministères** sans attendre la prochaine séance prévue le 29 août.

Avec une revalorisation de + 1.5% au 1<sup>ER</sup> juillet 2023 pour les fonctionnaires et des dispositions équivalentes à +0,4% pour les premiers indices, nous sommes loin de mesures tenant compte de la hausse des prix.

Aujourd'hui, **tous les syndicats** à l'initiative de la [pétition](#) demandent à être reçus par les ministères du travail et de l'économie.

A ce jour vous êtes près de 20 000 signataires de cette [pétition intersyndicale](#) pour un rattrapage salarial couvrant la totalité de l'inflation 2022 et d'une augmentation générale couvrant, à minima, l'inflation 2023.

La [signer](#), la faire signer, c'est toujours et encore le meilleur message à envoyer

**Aux ministères de tutelle et à la DG !**

**POUR FO une augmentation générale sérieuse débute à  
+ 150 € net mensuel**



**Mobilisez-vous avec nous, [adhérez](#) !**

<https://fo-pole-emploi.fr> Contact : [syndicat.fo@pole-emploi.fr](mailto:syndicat.fo@pole-emploi.fr)

